

BRÈVES SECTORIELLES Espagne & Portugal

Une publication du SER de Madrid et du SE de Lisbonne
Décembre 2023

Démission du Gouvernement portugais de Costa

Le 7 novembre 2023, à la suite de l'éclatement d'un scandale politique autour de projets de développement durable au Portugal mettant en cause des membres du Gouvernement, dont le Premier ministre, ce dernier a décidé de présenter sa démission. Les projets concernés par les soupçons de « malversation, corruption active et passive et trafic d'influence » sont deux projets à Sines (le mégacentre de données Smart Campus, le mégaprojet hydrogène vert H2Sines), deux projets de lithium au nord du Portugal (à Boticas par Savannah Ressources et à Montalegre par Lusorecursos : exploitation minière et usine de raffinage). Les deux projets lithium avaient reçu une déclaration d'impact environnemental favorable par l'Agence portugaise pour la protection de l'environnement, respectivement en mai et septembre 2023.

Energie

CHIFFRE A RETENIR

73%

Le 3 novembre 2023, la part des énergies renouvelables dans le bouquet électrique espagnol a atteint un nouveau record en Espagne.

Selon le gestionnaire du réseau électrique espagnol, REE, au cours des neuf premiers mois de l'année 2023, les principales sources de production d'électricité en Espagne ont été : l'éolien avec 21,8 % (-1,2 % par rapport à la même période 2022), suivi du nucléaire avec 20,7 % (-2,9 %), les cycles combinés avec 17,8 % (-6,8 %), le photovoltaïque avec 15,2 % (+3 %) et l'hydraulique avec 8,2 % (+1 %).

La consommation d'électricité au Portugal tirée par les énergies renouvelables en octobre

D'après Redes Energéticas Nacionais (REN), les énergies renouvelables ont fourni plus des deux tiers (67%) de la consommation nationale d'électricité en octobre, les conditions météorologiques ayant été favorables à la production hydroélectrique. La consommation de gaz naturel, quant à elle, continue de reculer, atteignant son point le plus faible depuis 2006. De janvier à octobre, la consommation de gaz naturel a enregistré une baisse de 20% sur un an, avec une baisse de 39% dans le segment de production d'électricité et de 4,3% dans le segment conventionnel. En conséquence (et avec la baisse de la consommation), le prix de l'électricité a atteint son prix moyen de production le plus bas depuis fin janvier 2021, avec un prix moyen de production au 4 novembre de 1,51€/MWh sur le marché ibérique de l'électricité (Mibel). Le 27 novembre, le prix moyen était de 107,85€/MWh d'après OMIE.

Teresa RIBERA reconduite pour quatre ans au poste de ministre espagnole de la Transition écologique et du Défi démographique

En accord avec le programme du gouvernement de coalition PSOE et SUMAR (parti d'extrême gauche), conclu le 24 octobre, Mme Ribera réaffirme les ambitions climatiques de l'Espagne et la sortie du nucléaire. Cet accord gouvernemental réitère les objectifs de parvenir à 48 % d'EnR dans le mix énergétique et 81 % dans le bouquet électrique d'ici 2030 (des objectifs déjà inclus dans la nouvelle version du Plan national intégré énergie climat). Parallèlement, l'accord vise à développer l'industrie de l'hydrogène et à promouvoir l'auto-consommation photovoltaïque, avec un objectif d'installation de 19 GW d'ici 2030. Pour le transport aérien, l'accord encourage la réduction des vols domestiques lorsque des alternatives ferroviaires sont disponibles pour des trajets de moins de 2h30, mais des exceptions sont prévues pour les liaisons internationales via Madrid et Barcelone.

Nouvelles aides au secteur électro intensif espagnol

Le 20 novembre dernier, la Commission européenne a donné son accord à la demande de l'Espagne d'augmenter de 5,6 Md€ le montant initial de 2,9 Md€ attribué en mars 2022 destiné à compenser certaines entreprises énergivores pour les aider à faire face à la hausse des prix de l'électricité (conséquence notamment des tarifs élevés du prix du carbone sur les coûts électriques). De plus, de nouvelles enchères pour un dispositif d'interruptibilité ont été annoncées par le Ministère de la Transition Écologique et du Défi Démographique pour le 30 novembre. Ce dispositif permet au gestionnaire du réseau électrique espagnol (REE) de gérer les situations critiques dans l'exploitation du système électrique en autorisant l'interruption de l'alimentation d'un ou de plusieurs consommateurs industriels si nécessaire.

Le pétrolier espagnol Repsol inaugure son 1er électrolyseur d'hydrogène renouvelable dans la banlieue de Bilbao

Installé sur la raffinerie de la commune de Muskiz près de Bilbao, ce projet a nécessité un investissement de 11 millions d'euros. Cette installation, équipée d'un électrolyseur de 2,5 MW, produira 350 tonnes d'hydrogène vert chaque année, principalement pour réduire l'empreinte carbone de sa raffinerie. Repsol prévoit également la mise en place de deux autres unités plus grandes à l'avenir, de 10 MW et 100 MW respectivement. En outre, l'entreprise utilisera cet hydrogène renouvelable pour alimenter les bus et les transports lourds utilisés par les industriels situés à proximité de la raffinerie.

Biorig, la division biométhane de l'entreprise photovoltaïque espagnole Solarig, a annoncé un investissement de 250 M€ pour le développement, la construction et l'exploitation de 10 installations de production de biométhane en Castilla et León.

Cette annonce s'inscrit dans l'objectif de l'entreprise de diversifier ses domaines d'activité vers le développement de projets qui contribuent à la transition énergétique et à la décarbonisation. L'entreprise prévoit de développer 20 usines de production de biométhane en Espagne, dont au moins la moitié serait établie en Castille-et-León. L'entreprise estime que la production de biométhane équivaldrait à la consommation annuelle totale de gaz de 20 % des foyers de la communauté autonome. Les déchets de l'élevage seront la principale source d'énergie pour les usines. En outre, la technologie présente dans les nouvelles installations garantit un rejet nul : du captage du CO₂ biogène à l'utilisation de l'eau de pluie, permettant une consommation d'eau nulle et garantissant un rejet nul.

Le Portugal lance des appels d'offres pour l'éolien offshore et les centrales à biomasse

D'ici 2030, des licences seront accordées progressivement pour l'installation de 10 gigawatts (GW) de capacité de production d'énergie éolienne offshore au Portugal, qui est actuellement le premier pays à accueillir un parc éolien offshore flottant, installé par EDP et Engie en 2020, au large de Viana do Castelo. Une cinquantaine d'entreprises et de consortiums, de plus de dix pays, ont déjà manifesté leur intérêt depuis début novembre, dont le consortium Galp et TotalEnergies.

Le ministère de l'Environnement et de l'Action climatique s'apprête également à lancer d'ici la fin de l'année un appel d'offres pour l'octroi de licences pour l'injection d'électricité dans le réseau à partir de centrales à biomasse. La capacité à injecter dans le réseau électrique du service public est de 60 MW, chaque centrale étant limitée à concourir pour un maximum de 10 MW. L'objectif est de permettre l'exploitation de nouvelles installations de récupération de la biomasse dans les territoires les plus vulnérables au risque d'incendies ruraux.

Au Portugal, les familles vulnérables peuvent demander jusqu'à 3 900€ HT de bons efficacité énergétique

Le programme Vale Eficiência vise à l'amélioration de la performance énergétique et du confort thermique des logements. Son montant a été porté à 3 900€ maximum par bénéficiaire. Les types d'intervention concernées par le programme sont le remplacement de fenêtres mal isolées, le renforcement de l'isolation thermique, l'installation d'équipements de refroidissement et de chauffage et la pose de panneaux photovoltaïques. Les critères d'éligibilité ont également été élargis afin de couvrir davantage de familles. Il suffit désormais qu'au moins une personne du ménage soit bénéficiaire des prestations sociales minimales pour y avoir droit.

Environnement

200 millions d'euros d'aides destinés à améliorer la gestion urbaine de l'eau

Le 17 novembre, le Ministère espagnol pour la Transition Écologique a annoncé les 30 lauréats des subventions du Plan public-privé nommé « PERTE du cycle de l'eau ». Chaque lauréat bénéficiera d'aides allant de 3,3 à 7,9 M€. Cette initiative s'inscrit dans le volet du plan de relance visant à améliorer la gestion de l'eau, tant dans les zones urbaines que rurales. Les bénéficiaires de ces subventions incluent des administrations publiques, des opérateurs de services d'eau urbaine, des entités locales et diverses entreprises, qu'elles soient publiques, mixtes ou privées. Avec un fonds total de 200 M€, cette initiative touchera 1 676 municipalités et une population totale de 14,7 millions de résidents à travers toute l'Espagne.

Inauguration du Centre de contrôle maritime au Portugal

Le ministre de l'Économie et de la Mer Antonio Costa Silva a inauguré en octobre le Centre de Contrôle Maritime (CMAR). Installé sur le campus de l'École Nautique Infante D. Henrique, à Oeiras, ce centre permettra de garantir le contrôle de l'accès du trafic maritime aux ports, la surveillance de la pêche, le suivi de la flotte portugaise, des infrastructures et des activités en mer et dans les zones marines, ainsi que le contrôle des émissions. Le projet bénéficie d'un investissement d'environ 2,5 M€, dont 1,9 M€ proviennent du programme MAR 2020.

Le Portugal est l'un des pays les plus décarbonés de l'Union européenne

Le mix énergétique portugais comprend une part de renouvelable (32% en 2021) beaucoup plus élevée que la moyenne de l'UE (19% en 2021), tiré par le secteur de l'électricité, issue à 65% d'énergies renouvelables au Portugal contre 39% pour la moyenne européenne. La volonté du Portugal est d'atteindre 80% d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables en 2026, plutôt qu'en 2030. En revanche, certains indicateurs de stress environnemental se sont aggravés : le potentiel d'acidification (ACID) et le potentiel de formation d'ozone troposphérique (TOFP) ont augmenté respectivement de 2,8 % et 3,8 %. Bruxelles demande

au Portugal de se conformer à la directive qui établit des engagements nationaux pour réduire les émissions de 5 polluants atmosphériques importants (oxyde d'azote, composés organiques volatils non méthaniques, dioxyde de soufre, ammoniac et particules fines) qui détériorent la qualité de l'air.

Les mesures de restriction d'eau prévues en Catalogne ont été officialisées

Le gouvernement régional catalan a déclaré jeudi 23 novembre l'état de "pré-urgence" en raison de la sécheresse persistante dans les bassins hydrographiques des fleuves Ter et Llobregat, qui parcourent la région. Les réserves d'eau se situent proche du seuil critique de 16 % (actuellement à 18 %). Parmi les mesures annoncées, on note un renforcement des règles déjà en vigueur, notamment la réduction du volume maximum de consommation d'eau par habitant et par jour à 210 litres (contre 230 litres précédemment), affectant au total 6 millions d'habitants, principalement dans les provinces de Barcelone et de Gérone. De plus, l'arrosage des pelouses (à l'exception des installations sportives) sera interdit.

Industrie

Espagne : résultats du 2^{ème} appel à projet du volet véhicule électrique du plan national de relance

Le Gouvernement a annoncé en octobre la liste des premiers lauréats du 2^{ème} appel à projets lancé dans le cadre du plan stratégique de collaboration publique-privée dédié au véhicule électrique (PERTE VEC). 837 M€ d'aides sont notamment prévues pour contribuer à la construction d'usines de production de batteries. Stellantis est l'une des premières entreprises à avoir été retenues pour ce dispositif (66,3 M€ d'aides obtenues). L'entreprise chinoise Envision qui porte un projet de gigafactory près de Cacères (Extremadure). Elle investira 1,3 Md€ et devrait recevoir 200 M€ de subventions et 100 M€ sous forme de crédits. La filiale de la sud-coréenne Lotte Energy Materials Corps se voit attribuer 49,3 M€ de subventions publiques pour un projet d'usine de production de feuilles en cuivre (elecfoil) pour la confection de batteries électriques. Cette usine sera située à Mont-Roig del Camp (Catalogne) pour minimum 328 M€ d'investissements. Le ministère travaille par ailleurs sur un 3^{ème} appel à projets, pour 2024, avec un budget de 1,25 Md€ Stellantis et l'entreprise slovaque InoBat (qui n'a pas été retenue dans cette phase) ont déjà signalé qu'ils déposeraient d'importants projets dans le cadre de ce 3^{ème} appel à projets.

LE CHIFFRE A RETENIR

1,5 Md€

Budget public prévu, en Espagne, pour le
PERTE VEC III (1 Md€ en prêts et le reste
en aides directes)

Cepsa (multinationale espagnole du pétrole et du gaz) lance son projet de construction de 15 usines de biométhane à partir de déchets agricoles et d'élevage, en collaboration avec Kira Ventures (entreprise espagnole de référence dans la promotion et la gestion d'actifs liés aux énergies renouvelables)

L'objectif de Cepsa pour 2030 est de gérer un portefeuille de projets d'une production de 4 TWh par an pour décarboniser son activité industrielle, en remplaçant la consommation de gaz naturel par du biométhane dans ses parcs énergétiques et ses usines chimiques. Il s'agit d'un objectif ambitieux, équivalent à l'énergie de 650 000 foyers, qui lui permettrait de réduire significativement les émissions de CO₂ de ses parcs énergétiques et de ses usines chimiques, tout en constituant un vecteur complémentaire pour la production d'hydrogène vert et l'emploi dans la mobilité durable. L'utilisation de ce gaz renouvelable, à la place des combustibles fossiles, permettra de revaloriser 10 millions de tonnes de déchets par an et d'éviter l'émission de 728 000 tonnes de CO₂ par an.

L'énergéticien a signé une alliance avec Kira Ventures pour lancer la construction de 15 usines de biométhane en Espagne au cours de cette décennie. Les deux entreprises travaillent déjà au développement des cinq premières, qui seront situées en Castille-La Manche et en Castille-et-León, et devraient être opérationnelles entre 2025 et 2026. Ces usines utiliseront des déchets agricoles et d'élevage provenant des zones à proximité, comme le fumier et le lisier, entre autres, et seront 100 % durables, car elles utiliseront de l'électricité provenant de sources renouvelables et de la chaleur générée par le biogaz lui-même.

Un centre d'innovation pour la valorisation de toute la chaîne de valeur du lithium au Portugal

Un arrêté signé par la secrétaire d'État à l'Énergie et au Climat, Ana Cláudia Fontoura Gouveia, définit le groupe de travail pour la création d'un centre d'innovation dans la municipalité de Boticas, où, en mai, la mine de lithium Barroso de Savannah a reçu le feu vert de l'Agence portugaise de l'environnement (APA). Ce centre d'innovation a pour objectif de « stimuler le développement et l'innovation tout au long de la chaîne de valeur du lithium ».

La Commission européenne autorise un régime d'aides espagnol d'un montant de 1,1 Md€ visant à soutenir les investissements dans les équipements pour favoriser la transition vers une économie à zéro émission nette

Le régime a été autorisé au titre de l'encadrement temporaire de crise et de transition en matière d'aides d'État, adopté par la Commission le 9 mars 2023 et modifié le 20 novembre 2023 (conformément au plan industriel du pacte vert). Dans le cadre de cette mesure, qui sera financée par la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), l'aide prendra la forme de subventions directes (octroyées au plus tard le 31 décembre 2025). La mesure sera ouverte aux entreprises qui produisent des équipements

nécessaires à la transition, à savoir des batteries, des panneaux solaires, des éoliennes, des pompes à chaleur, des électrolyseurs, ainsi que des composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs pour la production de ces équipements ou des matières premières critiques connexes nécessaires à leur production.

Le ministère espagnol de l'Industrie accorde 229 millions d'euros d'aides au titre du mécanisme de compensation des coûts des émissions indirectes de gaz à effet de serre pour 2023.

Les 185 bénéficiaires retenus opèrent principalement dans les Asturies (avec 21,1 % du total, suivie du Pays basque avec 18,3 % et de l'Andalousie avec 11,7 %). Par secteur, le montant le plus important correspond au secteur des produits sidérurgiques de base et des ferro-alliages, avec 33,3 % du total de l'aide, suivi par le secteur du papier, avec 20,3 %. Il convient de rappeler que l'Union européenne permet à chaque Etat membre de compenser les coûts indirects des industries de certains secteurs ou sous-secteurs considérés comme exposés à un risque important de "fuite de carbone", en raison des coûts liés aux émissions de gaz à effet de serre répercutés sur les prix de l'électricité.

Transport

Iryo et Ouigo se préparent à venir concurrencer la Renfe, l'opérateur historique espagnol, sur le corridor méditerranéen (c'est-à-dire le long de la côte entre la frontière française et Algésiras, reliant les principales capitales de Catalogne, Valence, Murcie et l'Andalousie orientale)

Sur les plus de 4 000 Km du réseau ferroviaire à grande vitesse en Espagne, le marché est déjà ouvert sur les corridors vers la Catalogne, le Levant et l'Andalousie. La prochaine vague de libéralisation comprendra, outre le corridor Méditerranée, les lignes vers Murcie, la Galice, les Asturies, l'Estrémadure et le Pays basque.

Inachevé mais très développé ces dernières années après plus de 5 Md€ d'investissements, le corridor méditerranéen est l'une des routes les plus intéressantes pour l'opérateur low cost français et son rival italien, car il sera l'une des portes d'entrée en Europe vers plusieurs des destinations les plus demandées par les touristes. Outre Renfe, Iryo et Ouigo, d'autres opérateurs, tels que l'Eco Rail andalou et les opérateurs régionaux Euskotren et FGC, sont également disposés à participer à cette deuxième phase. A ce titre, le gouvernement espagnol a approuvé récemment 400 millions d'euros pour achever le dernier tronçon à grande vitesse manquant entre Murcie et Almería.

Les sociétés Alsa et EcoRail s'associent dans le secteur de la grande vitesse en Espagne

Alsa, la filiale espagnole du groupe de transport britannique Mobico (ex-National Express) se prépare à entrer dans le secteur de la grande vitesse avec EcoRail. Les deux entreprises, qui ont participé sans succès à la première vague de libéralisation du secteur ferroviaire espagnol lancée par le gestionnaire d'infrastructure Adif en 2019, se préparent à la 2^{ème} phase d'ouverture du marché. Les deux groupes travaillent ensemble depuis trois ans dans le but de former un consortium espagnol et d'obtenir la capacité d'exploiter les nouvelles lignes qui seront ouvertes à la concurrence (à ce stade non public). Alsa et EcoRail pourraient se positionner sur les lignes qui relieront Madrid à la Galice et aux Asturies, ainsi que sur celles qui relieront Madrid à Murcie et Madrid à Cadix.

Leo Express, détenue à 50 % par la Renfe, prévoit de créer une liaison internationale entre la Slovaquie et la Belgique en 2024.

Le projet de liaison traversera la Slovaquie, la République tchèque, l'Allemagne et la Belgique. Il est envisagé que le service débute le 15 décembre 2024, mais les opérations en Belgique pourraient être retardées jusqu'au printemps 2025 (Leo Express dispose de certificats de sécurité pour la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne et sa société mère dispose d'un certificat de sécurité valide pour les opérations en Allemagne, mais pas pour la Belgique). Le voyage durera environ 19 heures, avec près de 50 arrêts entre la gare de départ et le terminal, dont huit en Belgique : Ostende, Bruges, Gand, les trois gares de Bruxelles, Louvain et Liège. En tant que train de jour, le train partira d'Ostende à 6h15, s'arrêtera à Bruxelles Midi vers 7h22 et à Hanovre vers 13h45. Il devrait arriver à Prague vers 20h00 avant de terminer son voyage vers 01h13 le lendemain.

En Espagne, la "gratuité" des transports publics ne donne pas le résultat attendu.

Le subventionnement des transports publics n'a pas suffi à réduire les niveaux de pollution, du moins dans le cas de la ville de Madrid. La 1^{ère} étude consacrée à l'analyse de l'impact des subventions publiques visant à rendre les transports publics moins chers a donné des résultats décevants : l'utilisation de la voiture n'a pratiquement pas changé malgré la baisse drastique du prix pour les usagers (rapport publié par l'Esade, *Escuela Superior de Administración y Dirección de Empresas*). Depuis septembre 2022, le gouvernement espagnol a instauré la gratuité quasi-totale des titres de transport pour les trains de banlieue, ainsi que la réduction de jusqu'à 50-60% sur les abonnements de métro dans les villes espagnoles. Malgré ces réductions substantielles, il n'y a pas de différence significative en termes d'augmentation d'usagers des transports publics et de réduction de trafic à la ville de Madrid.

Les Açores lancent un appel d'offres pour le plus grand projet portuaire de la région

L'appel d'offres public pour le plus grand projet de port maritime des Açores a été lancé par le gouvernement régional. Le nouveau

port de Lajes, sur l'île de Flores, considéré comme le « plus grand projet portuaire maritime » de la région, a un prix de base de 172 M€ (avec un délai d'exécution de 60 mois et un délai de soumission des propositions de 60 jours). Le Gouvernement régional a déclaré que ce projet permettra de tripler la capacité d'accueil, garantissant de nouvelles et de meilleures conditions d'exploitation ainsi qu'une augmentation substantielle de la capacité de réponse de l'ensemble de l'infrastructure portuaire

La compagnie aérienne TAP enregistre des bénéfices record jusqu'en septembre

La compagnie aérienne portugaise a réalisé un bénéfice de 203,5 M€ sur les neuf premiers mois de 2023, après une perte de 90,8 M€ sur la même période en 2022. Dans le communiqué, la compagnie aérienne explique que les revenus d'exploitation des neuf premiers mois de 2023 se sont élevés à 3,2 Md€, en hausse de 725 M€ (+29,7%) par rapport à la même période de 2022.

Renfe Mercancías et le géant suisse de la logistique MSC ont annoncé l'ambition de créer une coentreprise détenue à 50 %.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie du Gouvernement « Mercancías 30 », qui vise à faire passer la part modale du rail de moins de 5 % à 10 % dans six ans. Plus précisément, elle découle d'un appel d'offres lancé récemment par la Renfe, auquel avaient également répondu Maersk et CMA-CGM (qui a fait par ailleurs l'acquisition en juillet 2021 de l'opérateur espagnol ferroviaire Continental Rail). La filiale fret de la compagnie espagnole Renfe, qui bénéficie de plus de 50% de part de marché, continuerait à être détenue à 100 % par l'État. En revanche, elle céderait des actifs et une partie de ses activités à la future filiale. Pour les salariés, les conditions de travail pourraient être pratiquement identiques et les volontaires se verraient garantir le droit de revenir à Renfe Mercancías s'ils le demandent. Pour MSC, les objectifs sont doubles : créer un acteur présent tout au long de la chaîne logistique en Espagne et effectuer un saut quantitatif dans les affaires internationales (MSC possède 760 navires, transportant 22 millions de conteneurs par an, et opère dans 155 pays avec 180 000 employés). Ce projet de création sera soumis à l'avis de la Commission nationale des marchés et de la concurrence (CNMC) avant que l'accord ne soit acté en Conseil des ministres. Il devra également faire l'objet d'une analyse par les services juridiques de la Commission européenne.

Une liaison ferroviaire fret entre le port de Barcelone, Toulouse et Lyon s'ouvre sous l'impulsion de Synergy.

Synergy, l'opérateur ferroviaire du groupe chinois Hutchison Ports, va ouvrir courant novembre un nouveau service depuis son propre terminal situé dans le port de Barcelone. Exploité avec notamment les moyens ferroviaires de la société française Captrain (groupe SNCF), il pourra ainsi fonctionner en connexion avec d'autres terminaux ferroviaires français au départ de Toulouse et de Lyon. Le principal client de ce nouveau service sera la compagnie maritime Maersk.

Le port de Barcelone disposant des trois écartements de voies européens, le service ne nécessitera pas de changement de locomotive ni d'arrêt à la frontière franco-espagnole. Il s'agit d'une première que les différents acteurs concernés espèrent pérenniser sur le long terme. Pour ces derniers, un abaissement des péages du tunnel transfrontalier du Perthus serait indispensable.

Le Portugal réduit l'aide à l'achat de voitures électriques

Dans le cadre de son Budget pour 2024, le gouvernement portugais avait annoncé la création d'une incitation à la casse de véhicules immatriculés jusqu'au 30 juin 2007 – d'un impact budgétaire de 129 M€ – accompagné d'une mesure – d'un impact budgétaire de 84 M€ – d'augmentation de l'IUC (Impôt Unique de Circulation) pour les véhicules légers immatriculés avant 2007 (cette dernière mesure jugée polémique a finalement été amendée avec une actualisation de l'IUC sur la base du taux d'inflation en 2024 (2,9%) pour tous les véhicules hors diesel, après avoir recueillie plus de 400 000 signatures sur une pétition à son encontre). Par la première mesure, le gouvernement a ainsi décidé de réduire l'aide à l'acquisition de voitures et de vélos électriques, la dotation du Fonds environnemental passant de 10 M€ à 6,1 M€. L'aide à la mobilité électrique n'étant pas cumulable avec les incitations à la casse des voitures immatriculées jusqu'au 30 juin 2007.

Tourisme

Indicateurs économiques

L'Espagne devrait clôturer cette 2023 avec un chiffre record de dépenses touristiques, supérieur à celui de 2019 qui a dépassé les 92,3 Md€. L'activité consoliderait ainsi sa reprise entamée au 2^{ème} trimestre 2022 et permettrait de retrouver le niveau d'avant crise sanitaire, avec une contribution finale au PIB national de 12,6 %.

De nouveaux records pour le tourisme portugais en août

Selon l'Institut national de statistiques, le tourisme a généré 878,3 M€ de recettes en août (+37,6% par rapport à 2019), soit la valeur la plus élevée jamais enregistrée. Cette augmentation est principalement due aux recettes générées par les nuitées, reflétant une hausse des prix des séjours qui ont atteint des valeurs maximales dans toutes les régions et se sont élevées à 709,8M€ (+39,6% par rapport à août 2019). En outre, la croissance du tourisme continue de stimuler les déplacements dans les aéroports. Le nombre de passagers dans les aéroports portugais a constitué un nouveau record en août avec 7,2 millions de passagers en transit dans les infrastructures aéroportuaires du Portugal, une croissance de 13,2% par rapport à août 2022.

Loi pour réglementer l'hébergement touristique dans les Iles Canaries: "Notre durabilité, l'environnement urbain et le droit à un logement sont en jeu"

L'hébergement touristique dans les Canaries a connu une croissance exponentielle, représentant aujourd'hui 33% de l'offre d'habitation insulaire, avec plus de 42 000 logements et 179 000 lits. Ces chiffres placent, en termes de pourcentage de logements

touristiques, les Canaries au 2^{ème} rang des régions espagnoles derrière les Baléares. Le nouveau règlement ne se limiterait pas à mettre à jour le décret sur la location de vacances, mais réglementerait l'ensemble de l'utilisation touristique des logements.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Madrid, Service économique de Lisbonne
espagne@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Madrid et SE de Lisbonne :

Emmanuel Cros, Alvaro Espino, Sandra de Gregorio, Nicolas Séjour, Sara Garcia, Arthur Montagne.

Abonnez-vous : espagne@dgtresor.gouv.fr